

REGLEMENT DE LA CONSULTATION (RC)

DAF_2026_000100

MARCHE SUBSEQUENT A BONS DE COMMANDE

DLRO : 28/02/2026

Etabli en application :

- du Code de la Commande publique,
- du Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux Fournitures Courantes et de Services (CCAG FCS),
- de l'accord-cadre n° 2020.012.2020.043 relatif à l'affrètement maritime complémentaire de navires dédiés au transport de fret (navire roulier ou porte-conteneurs) et/ou de passagers (ferry, ROPAX) au profit du MINARM, du MIOMCTI, ou d'un autre ministère sous couvert du MINARM)

Objet du marché subséquent :	Affrètement d'un navire Roulier (RORO) pour acheminer du fret militaire (véhicules) au profit des armées françaises ou sous-couvert des armées françaises
------------------------------	---

1. Composition du dossier de consultation

Le dossier de consultation transmis aux soumissionnaires comporte :

- le présent règlement de la consultation (RC) ;
- l'acte d'engagement (ATTRI1) et ses annexes A, B1 et B2 à renseigner et à signer ;
- le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP-MS) ;
- le Cahier des Clauses Technique Particulières (CCTP-MS).

Modification du dossier de consultation :

Il est rappelé aux soumissionnaires qu'ils n'ont pas à apporter de complément au cahier des charges.

Le RPA se réserve le droit d'apporter, au plus tard 4 jours calendaires avant la date limite de remise des offres, des modifications de détail au dossier de consultation. Ces modifications n'altéreront pas les éléments substantiels du marché. Il informera alors tous les soumissionnaires dans des conditions respectueuses du principe d'égalité.

Les soumissionnaires devront alors répondre sur la base du dossier modifié, sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet. Si, pendant l'étude du dossier par les concurrents, la date limite de remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

2. Condition d'envoi ou de remise des plis

Chaque titulaire de l'accord-cadre se voit adresser le dossier de consultation DAF_2026_000100 via la Plate-Forme des Achats de l'Etat (PLACE) en version dématérialisée.

La remise des plis se fait également par le dépôt de l'offre via la consultation PLACE avant la date limite de remise des offres.

Toute offre parvenue en version papier ne sera pas ouverte.

3. Demande de renseignements complémentaires

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de l'étude du dossier de consultation, les soumissionnaires devront faire parvenir, au plus tard 7 jours calendaires avant la date limite de remise des offres, une demande via la plate-forme des achats de l'Etat, à l'adresse suivante : www.marches-publics.gouv.fr.

Le RPA répondra pour autant que le soumissionnaire ait fait sa demande dans le délai imparti.

Le formalisme de ces questions sera le suivant : Date / Nom du document (RC-annexe n°XX-CCP...) / Page / Article Question

Le RPA appelle la vigilance des soumissionnaires sur le soin et la qualité à apporter à la rédaction de ces questions.

En application de R.2332-4 1° du code de la commande publique, les renseignements complémentaires sur les documents de la consultation sont envoyés aux opérateurs économiques quatre (4) jours calendaires au plus tard avant la date limite fixée pour la réception des offres pour autant que le soumissionnaire ait fait sa demande dans le délai imparti.

4. Date limite de reception des offres

Les offres doivent parvenir impérativement avant le **28/02/2026 à 15h00**.

5. Contenu de l'offre proprement dite

L'offre du soumissionnaire est composée des documents suivant :

- 1 : L'acte d'engagement (formulaire ATTRI 1) et ses annexes A, B.1 et B.2 et l'éventuelle annexe de déclaration de sous-traitance (DC4).
- 2 : CCAP-MS,
- 3 : CCTP-MS
- 5 : Le mémoire technique du soumissionnaire pour le MS.

L'ensemble des documents est à transmettre en version PDF et EXCEL (pour les annexes), dûment complétés. La signature électronique de l'offre (acte d'engagement et ses annexes) est exigée uniquement pour l'attributaire pressenti du marché subséquent. Elle n'est pas obligatoire au stade de la remise des offres. Les documents devront être signés par une personne habilitée à engager la société.

Si un des documents est manquant ou incomplet, cela entraîne l'irrégularité de l'offre.

L'annexe A à l'AE :

Comprend les montants financiers journaliers de l'offre du soumissionnaire.

L'annexe B.1 à l'AE :

Elle constitue le mémoire technique du soumissionnaire (et donc sa proposition technique). Le mémoire technique donne lieu à une notation suivants les critères énoncés au présent RC.

L'annexe B.2 à l'AE :

Elle constitue le cadre de réponse technique. Le soumissionnaire indique s'il est en mesure d'honorer les exigences minimales du CCTP-MS. Si une des exigences minimales ne peut pas être honorée, l'offre du soumissionnaire est jugée irrégulière.

6. Mémoire technique

Le soumissionnaire transmet son mémoire technique.
Il doit comporter AU MINIMUM les éléments suivants :

- la nationalité des différents membres de l'équipage, et la qualification des principaux membres d'équipage ;
- les agents dans les ports prévus pour l'exécution du(es) voyages(s) (identité, adresse et téléphone) ;
- le plan du navire : le titulaire du marché doit être en mesure de fournir les plans détaillés du navire sous forme papier ou sur support informatique ;
- le nom de la compagnie maritime ou de l'armateur et le numéro d'immatriculation du navire proposé ;
- le pavillon du navire ;
- la liste des certificats à fournir demandés au titre du marché subséquent par le MINARM dont le :
 - certificat d'assurance ;
 - certificat international de jaugeage ;
 - certificat de classification ;
 - certificat international de franc bord ;
 - certificat de sécurité de construction pour navire de charge ;
 - certificat de sécurité pour navire de charge ;
 - certificat de gestion de la sécurité ;
 - certificat international de sûreté du navire (ISPS) ;
 - les courbes de consommation du navire datées de moins de trois ans selon les plages de vitesse requises par le MINARM ainsi qu'à quai pour les opérations de manutention ;
 - en cas de pavillon étranger de l'UE, l'assurance que le gouvernement du pavillon autorise le chargement de matériels militaires français ;

Pour rappel, le soumissionnaire doit se conformer à l'article 4.5 du CCP de l'accord-cadre et à la réglementation applicable conformément à l'article 1.5. du CCP de l'accord-cadre.

7. Unite monétaire

Le soumissionnaire est informé que l'Administration conclura le marché en euros.

8. Délai de validité des offres

Le soumissionnaire s'engage à maintenir la validité de son offre au minimum deux (2) mois après la date limite de remise des offres (DLRO).

L'Administration dispose d'un délai maximal fixé à 30 jours décomptés à partir de la date limite de dépôt des offres pour attribuer le marché subséquent.

Néanmoins, l'Administration peut demander au soumissionnaire de prolonger expressément le délai de validité de son offre.

Dans le cas où il n'est pas donné suite à l'offre, le soumissionnaire ne peut prétendre à aucune indemnité.

9. Critère de classement des offres en vue de l'attribution du marché subséquent

9.1 Le cas des offres inappropriées, irrégulières ou inacceptables

Conformément aux articles L.2352-2 à L.2352-4 du code de la commande publique, les offres inappropriées, irrégulières ou inacceptables sont éliminées par le représentant pouvoir adjudicateur.
Les autres offres sont classées par ordre décroissant.

9.2 Critère d'appréciation

Pour déterminer l'offre économiquement la plus avantageuse, les offres des soumissionnaires sont classées en tenant compte de la somme des points obtenus pour chacun des critères cités aux articles 9.2.1 et 9.2.2. et de leur pondération.

9.2.1 Critère n°1 : prix de la prestation (sur 70 pts) - pondération à 70%

La note est calculée en fonction des prix proposés par le soumissionnaires en annexe A à l'acte d'engagement et en application de la formule suivante :

Note C1 = (Montant total TTC de l'annexe A à l'AE de l'offre régulière la mieux disante) / (Montant total TTC de l'annexe A à l'AE de l'offre régulière analysée) x 70
L'offre la mieux disante obtient la note maximale de 70 points

9.2.2 Critère n° 2 : valeur technique de l'offre (sur 30 pts) - pondération à 30%

Sous critère 2.1 : Préférence au pavillon français sur 3 points

Le soumissionnaire dont le navire bat pavillon français obtient la totalité des points : 3 points

Le soumissionnaire dont le navire bat pavillon d'un Etat membre de l'UE (autre que la France) ou du UK : 0 point

Le soumissionnaire dont le navire bat pavillon autre que celui de la France, d'un Etat membre de l'UE ou du UK : l'offre est jugée irrégulière.

Sous critère 2.2 : Durée globale de la prestation sur 8 points

La note est calculée en fonction du délai global de réalisation de la mission proposé par le soumissionnaire en annexe B.1 à l'acte d'engagement et en application de la formule suivante : La durée globale de la prestation du soumissionnaire dont l'offres est régulière / La durée globale de la prestation la plus courte des offres régulières) x 8 points

Sous-critère 2.3 : Distance du port fluvial de chargement par rapport à Douai (rayon max de 30km autour de Douai) sur 19 points.

Le soumissionnaire proposant le port de chargement fluvial de Douai : 19 points

Pour le soumissionnaire proposant, dans l'annexe B1 à l'acte d'engagement, un port fluvial de chargement situé dans un rayon de 30km par rapport à Douai, le nombre de points est attribué en fonction de la distance orthodromique (d) du port fluvial ainsi proposé : le nombre Max de points attribués à ce sous critère X (1-(la distance proposée par le soumissionnaire/30), se traduisant ainsi : 19x(1-d/30))

Le soumissionnaire proposant un port de chargement fluvial se situant à plus de 30km de Douai : l'offre est jugée irrégulière

Note critère 2 = note SC2.1 + note SC2.2 + note SC2.3

La somme des points du critère 1 et 2 détermine le nombre total de points attribués pour chaque soumissionnaire, lesquels font l'objet d'un classement. Le soumissionnaire obtenant le plus de points est retenu comme attributaire du marché subséquent.

Note finale = note C1 + note C2

En cas d'égalité de points, la note attribuée à chaque soumissionnaire pour le critère n°2 sert à départager les soumissionnaires concernés.

10. Recours contentieux

Dès qu'il a fait son choix, le RPA avise, par courrier ou sur la plate-forme des achats de l'Etat, les soumissionnaires qui n'ont pas été retenus des motifs du rejet de leurs soumissionnaires ou de leurs offres ainsi que des voies et délais de recours.

Le cas échéant, pour tout renseignement, l'instance chargée des procédures de recours contentieux est :

Tribunal administratif de Versailles

56 avenue de Saint Cloud

78011 Versailles

Tél : 01 39 20 54 00

Auprès de lui, différents recours sont possibles :

• Référé contractuel :

Le référé contractuel peut être formé à compter de la date de publication de l'avis d'attribution pendant un délai d'un mois.

Ce recours n'est pas cumulable avec la mise en œuvre d'un référé précontractuel sauf si la personne publique n'a pas respecté la suspension de la procédure pendant la phase de référé précontractuel.

• Recours de plein contentieux :

Sur le fondement de la jurisprudence Département de Tarn-et-Garonne du 04 avril 2014, il permet, aux concurrents évincés de la conclusion d'un contrat administratif ainsi qu'aux tiers au contrat, de contester la validité du contrat ou certaines de ses clauses ainsi que les actes détachables préalables à sa conclusion.

Le recours doit être effectué devant le tribunal de Versailles dans un délai de DEUX (2) MOIS suivant l'accomplissement de mesures de publicité relatives à la conclusion du contrat. Le recours de plein contentieux peut être assorti d'un référé-suspension fondé sur l'article L 521-1 du code de justice administrative.

• Recours pour excès de pouvoir :

Les clauses réglementaires du contrat et la décision d'abandon de procédure sont susceptibles d'être contestées par la voie du recours pour excès de pouvoir dans un délai de DEUX (2) MOIS en application de l'article R 421-1 et suivants du code de justice administrative.